

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
22 janvier 2003

Original: français

---

**Lettre datée du 21 janvier 2003, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente du Togo  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint la lettre en date du 21 janvier 2003 du Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo vous transmettant le communiqué final adopté à l'issue de la réunion du Groupe de contact de haut niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur la crise ivoirienne, qui a eu lieu à Lomé le 20 janvier 2003 (voir pièce jointe).

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Kodjo **Menan**



**Annexe à la lettre datée du 21 janvier 2003, adressée  
au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente du Togo  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir par la présente le texte du communiqué final adopté à l'issue de la réunion du Groupe de contact de haut niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur la crise ivoirienne, tenue à Lomé le 20 janvier 2003.

(Signé) Roland Y. **Kpotsra**

## Pièce jointe

### **Communiqué final de la réunion du Groupe de contact de haut niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur la crise en Côte d'Ivoire**

1. À l'initiative de S. E. Gnassingbé Eyadema, Président de la République togolaise, Coordonnateur du Groupe de contact de haut niveau de la CEDEAO sur la Côte d'Ivoire, une réunion des États membres s'est tenue à Lomé le 20 janvier 2003.
2. Ont participé à ce sommet, Leurs Excellences :
  - John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana
  - Koumba Yala, Président de la République de Guinée-Bissau
  - Mamadou Tandja, Président de la République du Niger
  - Olusegun Obasanjo, commandant en chef des Forces armées, Président de la République fédérale du Nigéria
  - Mohamed Mahmoud Ben Labat, Ambassadeur du Mali au Togo, représentant S. E. M. le Président de la République du Mali.
3. S. E. M. Mathieu Kerekou, Président de la République du Bénin, Président en exercice du Conseil de l'entente, a été invité à s'associer à la réunion.
4. Les personnalités suivantes y ont également pris part :
  - Général Cheick Omar Diarra, Secrétaire exécutif adjoint de la CEDEAO, chargé des affaires politiques, de défense et de sécurité
  - S. E. M. Félix Downes-Thomas, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire.
5. Durant leurs travaux, les chefs d'État ont procédé à un large tour d'horizon de la situation en Côte d'Ivoire et des activités menées par le Groupe de contact de haut niveau dans le cadre du mandat qui lui a été confié à Abidjan le 23 octobre 2002.
6. Faisant le point sur les négociations de Lomé relatives à la crise ivoirienne, le Coordonnateur du Groupe de contact de haut niveau a rappelé à l'attention de ses pairs les termes de l'Accord relatif aux revendications à caractère corporatiste, signé à Lomé le 1er novembre 2002 entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI).
7. Il a ensuite souligné le fait que, pour ce qui est des revendications revêtant un caractère politique, il a été soumis aux deux parties un projet d'accord qui, dans sa quatrième version, tient compte des observations, remarques et suggestions des protagonistes, ainsi que des recommandations de la Conférence extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, tenue à Accra le 29 septembre 2002.
8. Le Coordonnateur a fait remarquer que ledit projet d'accord, tel que révisé, se présente comme un document équilibré et devrait satisfaire les deux parties.
9. Il a en outre fait état de la signature, à Abidjan le 12 décembre 2002, d'une déclaration par les responsables politiques de la Côte d'Ivoire tendant à appuyer les efforts du Groupe de contact de haut niveau de la CEDEAO.

10. Poursuivant son exposé, le Président de la République togolaise, Coordonnateur du Groupe de contact de haut niveau, a par ailleurs informé ses collègues de la signature, à Lomé le 13 janvier 2003, d'un accord de cessation des hostilités entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Mouvement populaire ivoirien du grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la justice et la paix (MJP).

11. Il a, par la suite, porté à leur connaissance l'adhésion du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire à l'Accord de cessation des hostilités signé à Bouaké le 17 octobre 2002 entre le Représentant du Président en exercice de la CEDEAO et le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), suite à la signature dudit accord à Lomé le 13 janvier 2003, par le chef de la délégation gouvernementale, S. E. M. Laurent Dona Fologo.

12. Exprimant leur appréciation pour le travail ainsi accompli, les chefs d'État du Groupe de contact ont adressé leurs chaleureuses félicitations à S. E. Gnassingbé Eyadema, Président de la République togolaise, Coordonnateur du Groupe de contact de haut niveau de la CEDEAO, pour les efforts soutenus qu'il a jusqu'ici déployés en vue de ramener la paix en Côte d'Ivoire.

13. Ils ont souligné avec intérêt et satisfaction la disponibilité et l'abnégation constantes, ainsi que la sagacité particulière avec lesquelles il s'est depuis lors acquitté de sa lourde mission.

14. Les chefs d'État du Groupe de contact ont également salué la disponibilité des protagonistes à arrêter le conflit armé, ainsi que leur engagement à rechercher, par la voie de la négociation et du dialogue, une solution pacifique et durable à la crise.

15. Ils ont, dans ce contexte, insisté sur l'obligation pour chacune des parties à observer les termes des accords souscrits en vue de l'arrêt définitif et complet des hostilités et d'un retour rapide et effectif de la paix en Côte d'Ivoire.

16. Tirant les leçons de cette crise, les chefs d'État du Groupe de contact ont réitéré à nouveau avec fermeté leur rejet de toute accession au pouvoir par des voies anticonstitutionnelles.

17. Réaffirmant leur attachement au principe de l'intangibilité des frontières et à l'indivisibilité de la Côte d'Ivoire, ils ont solennellement invité les Ivoiriennes et Ivoiriens, à qui incombent au premier chef la responsabilité de trouver une solution à la crise qui secoue leur pays, à oeuvrer significativement au renforcement de l'unité nationale, à l'avènement d'une nouvelle ère de paix, d'entente et de cohabitation fraternelles entre les différentes composantes de la nation ivoirienne.

18. À cet égard, ils se sont félicités de la Rencontre des intellectuels africains pour la paix, tenue à Cotonou du 20 au 23 décembre 2002 sur la situation en Côte d'Ivoire, et ont noté avec appréciation les recommandations pertinentes qui en ont résulté.

19. S'agissant particulièrement de l'intégrité territoriale de la Côte d'Ivoire, les chefs d'État du Groupe de contact ont réitéré leur adhésion aux dispositions du Protocole de non-agression de la CEDEAO, signé à Lagos le 22 avril 1978, par lequel chaque État membre s'est notamment engagé à ne pas commettre, encourager ou soutenir des actes de subversion, d'hostilité et d'agression contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des autres États membres.

20. Dans le même ordre d'idées, ils ont déploré la prolifération persistante des armes légères et de petit calibre dans la sous-région et ont appelé tous les États membres de la CEDEAO à se soumettre aux obligations contenues dans le Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères, adopté à Abuja le 31 octobre 1998.
21. De même, ils ont relevé avec regret que l'utilisation d'ex-combattants et d'enfants soldats dans les conflits en cours constitue un grave danger et une menace constante à la paix et à la sécurité dans la sous-région et ont, par conséquent, invité la communauté internationale à soutenir toutes politiques appropriées visant à leur réinsertion.
22. Les chefs d'État du Groupe de contact ont rappelé que, conformément à la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique, adoptée à Libreville le 3 juillet 1997, les États africains se sont engagés à ne pas recourir à l'utilisation des mercenaires dans les conflits.
23. Ils ont également déploré avec une vive préoccupation les violations répétées des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Côte d'Ivoire, marquées par la découverte de charniers, et en ont appelé au respect de la dignité de la personne humaine.
24. En ce qui concerne les derniers développements de la situation en Côte d'Ivoire, les chefs d'État du Groupe de contact ont pris note de l'initiative du Gouvernement français de tenir à Marcoussis (France) une table ronde réunissant tous les protagonistes de la crise ivoirienne et d'organiser un sommet regroupant les pays concernés.
25. Tout en saluant toutes démarches visant à soutenir les initiatives de paix de la CEDEAO, les chefs d'État du Groupe de contact ont fait observer que le Groupe de contact de haut niveau n'a pas encore rendu compte à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO de ses activités.
26. Ils estiment en conséquence que la CEDEAO ne sera pas en mesure de s'exprimer en tant qu'organisation lors des assises de Paris.
27. Ils ont demandé la convocation d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO le plus tôt possible afin de permettre au Groupe de contact de haut niveau de rendre compte de ses activités.
28. Les chefs d'État du Groupe de contact ont exprimé leur sincère appréciation et leur vive gratitude au Président de la République française, S. E. M. Jacques Chirac, et au Gouvernement français pour leur disponibilité et leur ferme détermination à aider à la résolution de la crise et au retour de la sécurité, de la paix et de la stabilité politique en Côte d'Ivoire.
29. Ils ont salué les efforts des autorités françaises et d'autres pays pour leur remarquable contribution au déploiement de la Force de la CEDEAO en vue d'assurer l'observation du cessez-le-feu et le retour de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire.
30. Ils ont réitéré leur reconnaissance à la communauté internationale, notamment à l'Organisation des Nations Unies, à l'Union africaine, à l'Union européenne et à l'Organisation internationale de la francophonie, pour son appui au règlement de ce

douloureux conflit et l'ont invitée à renforcer son assistance humanitaire aux populations affectées par la crise.

31. Ils ont, en outre, exhorté la communauté internationale à soutenir, dès la conclusion d'un accord global de paix et de réconciliation, le programme de reconstruction de la Côte d'Ivoire et celui de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants et enfants soldats.

32. À l'issue de leurs travaux, les membres du Groupe de contact de haut niveau ont exprimé leur profonde gratitude au Président Gnassingbé Eyadema, au Gouvernement et au peuple togolais pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui leur ont été réservés, ainsi que pour les moyens mis à leur disposition afin d'assurer le succès de leurs travaux.

Fait à Lomé, le 20 janvier 2003

**Ont signé**

**Pour la République du Ghana**

S. E. John Agyekum Kufuor  
Président de la République

**Pour la République de Guinée-Bissau**

S. E. Koumba Yala  
Président de la République

**Pour la République du Niger**

S. E. Mamadou Tandja  
Président de la République

**Pour la République fédérale du  
Nigeria**

S. E. Olusegun Obasanjo  
Commandant en chef des Forces armées  
Président de la République

**Pour la République togolaise**

S. E. Gnassingbé Eyadema  
Président de la République  
Coordonnateur du Groupe de contact  
de haut niveau de la CEDEAO

**Pour la République du Mali**

Mohamed Mahmoud Ben Labat  
Ambassadeur du Mali au Togo,  
Représentant S. E. M. le Président  
de la République du Mali